



Des mesures salariales scandaleuses :

0% d'AGS, AI faibles, primes inégalitaires et chantage à la signature

Le mépris total !

Les années de crise que nous avons payées de nos sacrifices n'ont pas suffi à la direction. Les trois années de blocage de nos salaires sous prétexte de « compétitivité » non plus. Elle continue dans son objectif de supprimer les Augmentations Générales de Salaire en imposant pour la 4^{ème} année consécutive des AGS à 0%. Et elle le fait cette année avec un mépris complet envers les salariés. Aucune reconnaissance des efforts collectifs réalisés au quotidien malgré des conditions de travail toujours plus dégradées. De la poudre aux yeux avec un intéressement plus faible qu'en 2005 alors que les résultats financiers sont comparables et que les actionnaires touchent encore plus de dividendes. Et même un chantage à la signature de cet « accord » pour obtenir quelques miettes supplémentaires. Notre mécontentement doit continuer à s'exprimer à chaque occasion. La direction finira par payer son manque de respect.

Des « négociations » ubuesques

Le déroulement des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) de cette année démontre à quel point il s'agit de simulacre de négociation tant que les salariés ne se mettent pas en lutte. Profitant du climat qu'elle fait régner, la direction y est venue avec la ferme intention de rien lâcher sur les AGS.

Les échanges réels n'ont donc concerné que l'enveloppe des AI (Augmentations Individuelles) ou les primes de performance pour les ETAM et les CC (compléments de carrière) pour les APR. Et même sur ces sujets, la direction a fait fort puisqu'elle soumet les quelques miettes « obtenues » au cours de la réunion à signature des organisations syndicales. Un lamentable chantage, auquel la CGT ne cédera bien sûr pas !

La « proposition » finale de la direction tient en quelques lignes :

Intéressement financier : le compte est bon... mais pas pour nous !

Un résultat net de 3 milliards d'euros a déjà été atteint en 2004. A l'époque, pour un salaire de 2000 nets mensuels, un salarié avait touché une prime de 4100 euros bruts. Cette année, ce sera... 2600 euros bruts ! En cause, de nouvelles normes comptables et surtout une prime maintenant calculée sur la marge opérationnelle. Le genre de petite règle de calcul qui fait perdre 1500 euros...

	AGS	Augmentations individuelles	Primes individuelles	Ni augmentation individuelle, ni prime
APR	0%	Compléments de carrière : 12 euros pour 10% 17 euros pour 55% 22 euros pour 15%	0 euro	20% n'auront rien
ETAM	0%	+1.4% (dont ancienneté ?) 60% auraient une AI	0 euro pour 60% 500 euros pour 30% 800 euros pour 10%	10% n'auraient rien (certains ayant AI + primes)
Cadres	0%	?	?	?

La proposition initiale de la direction (qui s'appliquerait si l'accord n'est pas signé) était un budget de 1.1% d'AI et une prime de 500 euros pour 40% des ETAM et des compléments de carrières légèrement plus faibles pour les APR. Voilà le prix de la signature des organisations syndicales d'après la direction...

Transformer le mécontentement individuel en mobilisation collective

A Lardy, les trois mobilisations sur les salaires n'ont pas été ridicules. Nous étions 130 lundi et 100 mardi et nous avons montré notre détermination en manifestant bruyamment notre mécontentement dans le centre lundi. Sur les autres sites Renault comme ici, le ras-le-bol est tout aussi présent mais ne se traduit pas en mobilisation massive.

Nous devons nous saisir de chaque occasion pour nous exprimer sur cette politique scandaleuse de la direction : dans les RUET quand ces mesures sont présentées, à nos CUET quand le plan de « promo » sera annoncé, dans les projets quand on nous demande de faire toujours plus avec moins de moyens.



Dans les mois qui viennent, des échéances importantes se présenteront. Sous peu, la direction présentera un plan emploi faisant suite aux annonces de C. Ghosn. C'est dès maintenant qu'il faut faire part collectivement des manques de personnel et de la hausse de la charge de travail liée notamment aux plans NOx et aux futures normes de dépollution. Il faut faire pression sur la direction pour qu'elle mette les moyens humains et matériels nécessaires.

De même, la direction prépare un nouvel « accord de compétitivité » (voir encadré ci-dessus). Un nouveau moyen pour elle de mettre nos salaires, nos conditions et notre temps de travail sous pression. Si l'on ne veut pas subir indéfiniment cette pression, il va falloir renverser la vapeur en passant de l'expression individuelle de notre mécontentement à une réaction collective.

Compétitivité : Ghosn rêve d'en remettre une couche

La direction avait commencé à en parler en décembre, Ghosn le confirme en ce début d'année. Les sacrifices qu'il nous a imposés en 2013 ne lui suffisent pas : il a l'intention d'imposer un nouvel accord de compétitivité pour la période 2017-2019. Les discussions pourraient commencer avant l'été 2016 avec comme objectif une application début 2017.

L'objectif affiché par le PDG : « des engagements de part et d'autre qui soient très clairs et qui soient assumés, qui nous garantissent une paix sociale dans laquelle tout le monde travaille dans la même direction ». Les « engagements de part et d'autre » doivent faire référence à nos 0% d'AGS en 4 ans et à ses +113% en 2 ans. Quant à la « direction » dans laquelle on est censé travailler, à part celle d'augmenter les dividendes des actionnaires, on ne voit pas laquelle ça pourrait être !

Pour marquer sa volonté d'aboutir à un accord, Ghosn a martelé : « nous avons la ferme intention de recommencer ». Et bien, de notre côté, nous avons aussi la ferme intention de recommencer nos fortes mobilisations de fin 2012-début 2013. Avec l'idée d'aboutir à une épreuve de force cette fois-ci !

Compte transitoire : enfin l'arrêt des pressions insidieuses ?

Depuis la création du compte transitoire en 2013 (alimenté en partie par le CEF – Compte Epargne Formation), la direction avait tout fait pour que les salariés vident leur compte. Incitations diverses mais surtout pressions insidieuses relayées par certains : « le compte disparaissant fin 2016, vous risquez de perdre vos jours de CT si vous ne les prenez pas avant ».

Du côté de la CGT, nous avons été clairs (tract sept. 2015 par ex.) : la direction doit laisser la possibilité aux salariés de prendre leurs congés mais il n'est pas normal de menacer de faire perdre des droits acquis. Nous avons donc indiqué que, si la direction supprimait des reliquats de CT, nous mènerions des actions en justice avec les salariés lésés.

Pendant les NAO, la direction a enfin confirmé clairement que ces jours de CT constituaient des droits acquis. Des réunions avec les signataires de l'accord de compétitivité sont annoncées.

Une clarification officielle est nécessaire au plus tôt. Il y aurait 900 000 jours dans les compteurs, soit l'équivalent sur 2016 de 4100 ETP ! Si on ajoute aux 7500 postes supprimés, ça va commencer à être compliqué de travailler si tous les salariés posent leur CT en 2016...

Ghosn annonce 1000 embauches mais n'annonce rien qui vaille sur l'ingénierie !

Comme l'an dernier, C. Ghosn a annoncé 1000 embauches CDI en France pour 2016. Il y aurait 500 embauches sur les sites industriels et 500 embauches dans le tertiaire. En 2015, cela voulait dire une prévision de 250 dans l'ingénierie, dont 40 à Lardy. Et l'on dit « prévision » puisque sur les 1000 embauches de 2015, seules 721 étaient effectives en janvier 2016 !

Avec le plan NOx et les futures normes EU6d, on pouvait espérer que Ghosn allait indiquer qu'il fallait, en 2016, mettre le paquet sur les métiers qui concernent les moteurs et Lardy en particulier.

Pour l'instant, c'est « chou blanc » puisque les secteurs « clé » qu'il a cités sont les véhicules autonomes et les véhicules connectés. Et parmi les profils recherchés, des ingénieurs Télécom... Pour pouvoir Mapper, réaliser les essais et préconiser les solutions techniques répondant aux enjeux du moment, il va peut-être falloir autre chose qu'une voiture-Smartphone !

Dans les semaines qui viennent, la direction doit présenter les conséquences des nouveaux plans techniques annoncés ces dernières semaines. Les élus CGT seront très attentifs aux conséquences en termes d'embauches et de moyens matériels et continueront à porter la revendication d'un véritable plan d'embauches, notamment des prestataires qui le souhaitent. La venue d'A. Raposo (Directeur DEA-M) en CE ce mercredi en sera de nouveau l'occasion.

Projet de réforme du droit du travail (Loi El Khomri) : une réaction urgente s'impose !

Le projet de loi du droit du travail est un véritable cadeau au MEDEF : plafonnement des indemnités prudhommales, contournement des 35 heures, instauration de référendum-chantage comme chez Smart, élargissement des licenciements économiques, etc. Une réaction de l'ensemble des salariés s'impose. Nous publierons prochainement le détail des mesures envisagées ainsi que les dates des futures mobilisations pour nous y opposer.